

Le Réveil anarchiste

Je crois voir des forçats
dans un cachot funeste,
Se pouvant secourir,
l'un sur l'autre acharnés,
Combattre avec les fers
dont ils sont enchaînés.
Voltaire.

RÉDACTION et ADMINISTRATION
6, rue des Savoises, GENÈVE

Paraît tous les quinze jours
Le numéro : 15 centimes

Suspendre jusqu'à nouvel avis
tout envoi par mandat ou chèque postal

SUISSE et UNION POSTALE
Abonnement : Une année, fr. 5.—
Six mois, fr. 2.50

Le prochain numéro
paraîtra Jeudi 23 Août

Notre compte chèques

Voici plus de six mois que le Ministère public fédéral s'est emparé de notre compte chèques, sans y être autorisé par aucune disposition légale et sans pouvoir formuler aucune accusation précise contre nous.

Nous ne savons que trop comment d'autres avant nous ont accepté ce chantage au compte chèques que rien ne justifie, mais pour nous un abus précédent ne légalise pas un abus nouveau, il ne le rend que plus révoltant.

Le Guide des titulaires de comptes ne prévoit d'autre séquestre que par l'Office des poursuites ; il est évident que s'il y était dit que notre argent était à la merci du Ministère public fédéral, nous nous serions bien gardés de demander l'ouverture d'un compte.

Nous estimons qu'à moins de commettre l'escoquerie la plus odieuse, notre argent doit nous être rendu sans condition aucune et nous nous garderons bien d'en discuter une seule, tout en sachant n'avoir aucun recours contre un incroyablement abus de pouvoir, qui révèle une bassesse de sentiments et une misérable haine pour un peuple coupable de se défendre contre une invasion étrangère. Il est loisible de fournir pour des millions de denrées et marchandises à l'Armée de Franco, mais il est défendu de secourir avec quelques dizaines de francs les victimes de la plus atroce des guerres.

C'est à une mentalité effrayante que nous nous heurtons et les camarades comprendront qu'il est impossible de discuter. Le maître chanteur pourra ainsi râfler l'argent de pauvres travailleurs, destiné à faire œuvre de solidarité ; l'Administration des postes se sera à son tour rendue coupable d'un abus de confiance, ayant accepté pour nous être remises des sommes qu'elle se refusait à nous remettre. Pour comble nous sommes forcés de garder un compte chèques dont le service ne nous est plus assuré. Quelle piètre chose que l'Autorité !

L. B.

Code Pénal Suisse

Nous n'en avons pas parlé pour la simple raison que nous visons à la suppression de tous les codes. Maintenant que la votation est passée, que le nouveau Code Pénal Suisse est accepté par le peuple à la faible majorité de 357.784 oui contre 310.108 non, environ 45% des électeurs s'étant abstenus, parlons-en aussi sans crainte d'être accusés de faire le jeu de celui-ci ou de celui-là.

Que vaut le nouveau code ? Est-il préférable aux anciens codes cantonaux ? Nous ne saurions le dire, mais nous croyons devoir reproduire ce passage d'un tract largement distribué par les partisans du nouveau code, en réponse aux adversaires. Nous sommes sûrs que la plupart des camarades ne l'ont pas lu. Et pourtant il mérite de l'être car il nous concerne particulièrement et précise la véritable portée de la nouvelle législation. Le voici :

Il serait temps, tout d'abord, de mettre fin — surtout du côté de nos amis — à la légende de l'abrogation de notre législation pénale anticommuniste par le C. P. S.

Pour lui donner créance, on est allé jusqu'à invoquer le fait « que M. Nicole l'a dit »...

A l'autorité de M. Nicole — qui a ses raisons de soutenir sa thèse — nous préférons celle du Département fédéral de Justice et celle des gens qui, en Suisse, connaissent le mieux le nouveau Code pénal. Dans un article paru au début de ce mois dans le Berner Tagblatt, le professeur de droit pénal Thormann, de l'Université de Berne, vient encore de faire observer, à juste titre, que les cantons qui ont édicté des lois anticommunistes n'ont pas à s'inquiéter.

Pourquoi cela ? Le Département fédéral de Justice l'a expliqué à un Département cantonal intéressé, qui l'avait consulté là-dessus. Rappelant les tâches d'ordre administratif qui incombent aux cantons, il a dit en substance :

« Il appartient aux cantons, en premier lieu, d'assurer le maintien de la tranquillité et de l'ordre sur leur territoire. En ce qui concerne spécialement l'exercice abusif de la liberté d'association par la formation de groupements illicites ou dangereux pour l'Etat (j'ai-je rappelé, à cet égard, la jurisprudence du Tribunal fédéral concernant le parti communiste ?), l'article 56 de la Constitution fédérale réserve expressément la législation cantonale.

Or, si l'article 400 C. P. S. abroge les lois pénales cantonales, il réserve cependant aux cantons le pouvoir d'édicter des prescriptions pénales sur tous les objets que le C. P. S. laisse à leur compétence législative.

L'un de ces objets (art. 335 al. 2) est le droit pénal administratif. Et rien, dans le C. P. S., ne limite le pouvoir des cantons quant aux peines qu'ils pourront conserver notamment dans ce domaine. Le projet de C. P. S. (de 1918) disposait, au contraire, que le droit pénal laissé aux cantons pourrait prévoir, au maximum, la peine des arrêts. Mais cette restriction a été supprimée.

Le Département fédéral de Justice tient donc pour compatibles avec le C. P. S. les dispositions pénales cantonales destinées à l'accomplissement de la tâche que la Constitution fédérale elle-même impose aux cantons pour la répression des abus auxquels peut donner lieu, dans le domaine de la liberté d'association, la formation de groupements illicites ou dangereux pour l'Etat.

La législation pénale cantonale anticommuniste demeurera donc applicable, s'il y a lieu, (nous pensons d'ailleurs, pour notre part, que ce cas sera rare, si jamais il se présente) dans la mesure où le C. P. S. dont il ne faut d'ailleurs pas sous-estimer la portée, ne le serait pas.

Si, à cela, on ajoute que, ainsi que l'a reconnu un haut magistrat genevois qui est bien placé pour en juger, la législation cantonale anticommuniste a un caractère essentiellement préventif, on voit qu'il y a de sérieuses raisons, pour ceux qui y tiennent, de renoncer à claironner qu'elle devra être abrogée dès l'entrée en vigueur du Code pénal suisse.

A tout cela, pour que l'on ne s'y trompe pas, vient s'ajouter cette note :

La loi Häberlin, rejetée par le peuple, a été reprise complètement dans le projet. C'est un danger particulièrement grave pour les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière, écrivait M^e Dicker dans le Travail du 21 janvier 1938.

Donc, nous voilà dûment servis. Il y eut avant la loi Häberlin, une votation sur une autre loi à peu près identique et comportant des mesures liberticides, également repoussée par le peuple. Les Chambres ont ainsi légitimé contre l'avis deux fois exprimé par le peuple souverain, toujours bafoué pour finir.

Résumons : les lois cantonales anticommunistes ne sont pas abrogées, les lois fédérales anti-anarchistes ne le sont qu'en tant que reprises par le nouveau code pénal une plus large extension leur est donnée, les anciennes mesures liberticides cantonales, diminuées en rien, se trouvent au contraire accrues.

Le plus grave consiste dans le fait qu'à côté d'un droit pénal judiciaire, il est admis un droit pénal administratif pour lequel une limitation des peines, d'abord prévue, a été entièrement supprimée. Cela laisse le champ libre aux pires abus et persécutions. Les simples règlements de police pour « le maintien de la tranquillité et de l'ordre » pourront prévoir de lourdes peines, à part celle de l'expulsion appliquée avec tant de fréquence et de facilité.

Pour un code appuyé par toutes les organisations socialistes et syndicales et dont d'aucuns avaient présenté l'acceptation comme une victoire à obtenir sur le fascisme, il y a de quoi s'étonner. Disons pour finir que le groupe zurichois des trotskistes avait recommandé le rejet.

Révolution constructive il faut se préparer

Je crois que si nous n'avons pas encore fait la révolution sociale et si nous ne sommes pas près de la faire, c'est pour la raison indiscutable que nous avons été trop négatifs, pas assez affirmatifs.

Je ne critique pas la propagande négative. Montrer les vices du régime autoritaire, dénoncer son amoralisme inhumain, sa profonde injustice, son imbécillité incommensurable est très bien et je crois qu'aujourd'hui personne ne doute de ces choses, y compris les capitalistes. L'œuvre de nos faibles moyens n'ont-ils pas suffisamment permis à nos propagandistes d'indiquer la raison essentielle des maux dont le monde souffre : l'autorité et son accompagnateur inévitable : le complexe d'infériorité.

Nos principes, idées, théories, doctrines ont surtout été exposées sous leur jour négatif, pas assez sous leur jour positif.

Croire que le lendemain d'une Révolution sociale, tout s'organisera au mieux sur les ruines de l'économie capitaliste et autoritaire est une dangereuse utopie. Premièrement le peuple ne fera pas la Révolution sociale s'il n'a pas le sentiment de sa propre puissance d'organisation ou alors il ne fera pas une révolution sociale, mais un coup d'Etat et seuls les maîtres seront changés !

L'exemple de nos camarades espagnols est probant à ce sujet. Ils ont étudié de quelle façon ils devraient organiser l'économie collective, fédéraliste et dirigée (non « commandée ») après la victoire du peuple sur les oppresseurs. Ils ont dressé des statistiques, étudié la géographie économique et ils ont réussi à donner au peuple des buts précis à atteindre.

Le syndicalisme est devenu l'arme d'attaque et l'outil de construction. Le syndiqué savait qu'il devait collectiviser l'usine, le chantier, le bureau, la gare, la centrale électrique, le champ, le dock, le magasin, le train, etc. Chacun savait quelles tâches précises lui incombait, il savait que son effort, après la barricade, devait s'accomplir sur son lieu de travail. Les plus intelligents, les plus énergiques comprenaient, certes, mieux leur rôle et c'est sous leur direction, leurs conseils et leur exemple que les travailleurs espagnols construisirent une économie nouvelle que le congrès de janvier de la C. N. T. a magnifié, sans cacher, loin de là, les difficultés de réalisation, le manque de préparation.

Ils ont fait, avant le 19 juillet déjà, du travail constructif dans les cerveaux. L'esprit révolutionnaire ne se développera que dans la mesure où le peuple aura la certitude qu'il est apte à construire un monde à structure nouvelle.

Il faut être positif, pratique, constructif. C'est à cette condition-là que la révolution est possible et qu'elle a des chances de succès.

On devrait dans chaque pays, dans chaque région, dans chaque ville former une sorte de commission économique qui étudierait les problèmes qui se posent le lendemain de la Révolution.

Ainsi, dans chaque ville, il faudrait connaître en premier lieu les besoins de la population. La nourriture est le premier problème de la révolution.

Que faut-il de lait, de pain, de beurre, de viande, d'eau, de légumes, etc. quotidiennement ? Où se procure-t-on ces produits ? De quelle manière va-t-on les distribuer ?

Quels sont les autres besoins des habitants, en vêtements, chaussures, produits de toilette, et ces mille et une choses qui sont aujourd'hui devenues indispensables à la vie moderne ?

Et puis après, quelle est la production industrielle de la ville ? que peut-on, à l'occasion, exporter au dehors une fois les besoins locaux et du territoire avoisinant satisfaits ?

Il faut aussi étudier les rapports, com-

Le fascisme peut être du marxisme ; il est la négation du socialisme.

Voilà maintenant le rédacteur du journal de la Fédération des ouvriers sur métaux et horlogers qui se laisse prendre à la démagogie fasciste.

Pour se maintenir dans l'impasse, Mussolini pratique une « économie de guerre permanente ».

Après avoir pressuré le peuple jusqu'à ne lui laisser que la peau et les os, ruiné par la consommation, le fascisme doit « prendre où il reste encore quelque chose ».

Et c'est en plein désespoir que les représentants du capitalisme français constatent amèrement :

« Les grosses fortunes ont disparu, les moyennes sont en voie de les suivre. Seuls, les artisans, les fonctionnaires et les agriculteurs-proprétaires ont une vie possible. Les grands patrons ne sont plus que des fonctionnaires, leur part de profit ne dépasse pas, probablement, la prime que reçoivent les directeurs des usines en U. R. S. S. »

Et le rédacteur de la « Lutte Syndicale » de conclure :

« Aussi comprend-on fort mal ceux qui, en France, font du mot fasciste leur injure capitale. Il y a beaucoup de marxisme, savez-vous, mes bons messieurs, dans le fascisme. »

Mais voilà, c'est précisément parce que la méthode marxiste s'apparentait aux conceptions corporativo-fascistes, que le mouvement ouvrier s'est effondré dans les pays qui nous entourent.

Le fascisme, le bolchevisme, le marxisme sont les négateurs de la personnalité humaine.

Or, le socialisme véritable, c'est-à-dire l'anarchie, exige précisément que les droits de l'individu soient à la base de la société ; et cela ne peut se réaliser qu'en rejetant la notion du « tout par l'Etat ».

Combien il serait nécessaire que les directeurs de notre presse syndicale soient imprégnés d'une vraie doctrine du syndicalisme.

Le métal

Les chiffres précisent la période triomphale du fascisme

Le comédien Mussolini en exhibant ses poils à Aprilia, a permis à ses services de propagande d'en mettre « plein la vue » aux gens bornés.

Mais la démagogie fasciste ne tient pas devant les chiffres publiés par les organes financiers et économiques. C'est ainsi que l'« Economist » démontre que la consommation moyenne a fortement baissé ces dernières années. Et le dernier numéro du très bourgeois « Touring » publie un tableau comparatif du prix de la benzine, en francs suisses :

Londres, 33 cts ; Paris, 32 cts ; Berne, 42 cts ; puis Berlin 68 ; Vienne 73 ; Rome 83 cts.

Il faut croire que l'U. R. S. S. vend son carburant à l'Italie aussi cher qu'elle vend ses avions à l'Espagne.

Et dire que des bourgeois suisses soulaient le fascisme. Quels imbéciles !

merciaux avec les autres villes et les campagnes, le froc, etc.

Voilà les problèmes à étudier si l'on croit sincèrement à la révolution.

Il faut aussi frapper sur le clou de la collectivisation. Persuader l'ouvrier que l'usine est son bien et celui de ses camarades de travail, étudier la façon dont l'usine marchera quand elle sera collectivisée. Savoir déjà ses besoins en matières premières, en forces motrices et connaître sa production.

Je crois que voilà du travail constructif et qui pourrait être utilisé pour la propagande positive.

La question reste ouverte, qui apportera ses suggestions ?

H.

22 Juillet 1932

En ce sixième anniversaire de la mort de notre génial Malatesta, nous reproduisons ci-après des fragments de ses écrits, qui gardent toute leur valeur, car les mauvais bergers du prolétariat persistent toujours dans les mêmes errements ne frisant que trop souvent la trahison.

Economie bourgeoise

Voici comment le « Giornale d'Italia » répond au député socialiste Turati, qui attribue à la guerre en Tripolitaine l'accroissement de la misère dans la classe ouvrière :

« Elle a (la guerre), sinon augmenté, du moins nullement diminué le mouvement économique en Italie, car des centaines et des centaines de millions ont été dépensés dans le pays en provisions, équipements, etc... »

Coupable aveu !

Le « Giornale d'Italia » ne s'aperçoit-il donc point que ces paroles dénoncent toute l'absurdité et toute l'infamie du régime social actuel ?

Dans le cas et le moment présent, c'est évidemment Turati qui a raison. En privant de capitaux importants les industries et les commerces ordinaires, pour les déverser sur les fabrications et spéculations guerrières, en fermant à l'exportation italienne les marchés turcs et provoquant de ce fait un resserrement du crédit et une dépréciation du billet italien, la guerre a indubitablement causé un déséquilibre économique qui se traduit par une augmentation du chômage et partant de la misère. Il serait absurde ou cynique de vouloir le nier.

Mais si l'on considère la société actuelle dans ses grandes lignes, dans ses phénomènes généraux et permanents, l'organe du chef conservateur Sonnino émet une grande vérité à laquelle, à son étonnement peut-être, adhéreront Turati et avec lui tous les socialistes et tous les anarchistes.

Voyons, la guerre est cause d'un anéantissement considérable de richesses, nécessaire la production d'un tas de choses inutiles et nocives, favorise quantité de spéculations et de brigandages qui ôtent aux travailleurs encore une part du peu que leur laisse le fonctionnement normal de l'exploitation capitaliste — et l'économiste du « Giornale d'Italia » estime qu'elle fait du bien parce qu'elle augmente « le mouvement économique du pays, c'est-à-dire fournit du travail aux ouvriers et procure des affaires aux industriels et aux commerçants. »

A ce compte-là, les tremblements de terre, les incendies, les inondations seraient de puissants facteurs de bien-être et celui qui les aurait expressément provoqués aurait bien mérité de la patrie ! Cela paraît absurde, et pourtant c'est ainsi, au moins en partie.

Avec un régime social où tant de gens manquent des choses les plus nécessaires à la vie, tandis que tant d'ouvriers demeurent oisifs et affamés « par manque de travail », alors qu'ils pourraient produire ces choses indispensables, on comprend que les calamités publiques, la destruction prodigieuse des richesses puissent faire l'affaire de certaines catégories de gens, en leur fournissant l'occasion de travailler ou de trafiquer. En les considérant de la sorte, on peut effectivement trouver une utilité à tous ces travaux, inutiles et nuisibles en eux-mêmes, et auxquels on gaspille aujourd'hui tant d'énergie humaine.

Des marchandises sont-elles expédiées au loin, pour être transportées à nouveau et vendues dans leur pays d'origine ? Cela donne du travail aux marins, débardeurs, commis, etc.

Les fabricants dépensent-ils des sommes fabuleuses en réclame, afin d'induire le public, chacun pour son compte et à force de menteries, à acheter tel produit plutôt que tel autre d'un rival ? Voilà du travail pour les typographes, lithographes, agents de publicité et un nombre incalculable de personnes de diverses professions qui seraient sans occupation si on venait à ne plus user de ces duperies et qu'on s'en rapportât uniquement, pour écouler ses marchandises, à leurs qualités réelles !

Fabrique-t-on des cuirasses, lesquelles peuvent être — et cela serait heureux — ne serviront jamais à rien ? Cela donnera de l'occupation aux ouvriers des arsenaux.

Engouffre-t-on des millions dans des « travaux publics », en les exécutant exprès mal, pour avoir à les refaire ensuite ? Cela fait travailler les maçons, ainsi que tous les ouvriers du bâtiment.

Fait-on d'innombrables objets de luxe, de bon comme de mauvais goût, dont la confection pourrait d'emblée être taxée de criminelle, puisqu'on n'a pas préalablement pourvu au nécessaire de tous ?

Sans ce luxe un fort contingent de travailleurs demeurerait inoccupés !

Tout cela paraît absurde pour quiconque estime que l'ordonnance du travail numériquement devrait être faite dans un mode tel que le minimum d'effort de chacun produise le maximum de bien-être pour tous. Mais nous sommes en régime capitaliste : la production est régie par les capitalistes qui se font habituellement concurrence entre eux, préoccupés uniquement de leurs bénéfices et n'ayant aucun égard pour les intérêts des travailleurs et des consommateurs. Il en résulte un monstrueux état de choses où, pour quelques privilégiés, une partie de la population est exténuée de fatigue, tandis qu'une autre partie reste désœuvrée par force. Avec un tel état de choses, tout ce qui contribue de façon quelconque à donner du travail, à « faire marcher le commerce » devient une bénédiction.

Quand un homme meurt de faim, parce qu'il n'a rien à faire, il s'estimera heureux que vous le payiez pour creuser une fosse et la combler ensuite, et continuer ainsi, la creusant et la comblant tour à tour ; ce sera un travail ridicule, idiot, avilissant, mais l'homme en recevra un salaire qui le fera vivre ; donc, pour lui, ce n'est pas un travail inutile !

Si le « Giornale d'Italia », qui n'a aucun respect pour les faits, en a au moins quelque peu pour la logique, il pourra continuer à vanter les « bienfaits » de la guerre, mais il devra convenir que la société qu'il défend est une bien vilaine chose.

Ce que nous avons dit ci-dessus nous suggère un autre ordre de considérations.

D'aucuns espèrent que le militarisme sera automatiquement détruit par l'augmentation continue des dépenses qu'il requiert. La crainte de la faillite, disent-ils, forcera les Etats à désarmer. Selon nous, la vérité est toute autre. A part la nécessité, pour les classes dirigeantes, d'une armée, et d'une armée toujours plus forte, pour se garantir contre les menaces croissantes du prolétariat, les dépenses militaires servent encore à faire vivre une bonne partie de cette population que les capitalistes n'arrivent pas à occuper — et sont, par cela même, au point de vue strictement économique, un moyen pour maintenir le jeu de leurs privilèges.

Autrefois, il eût été impossibles d'enlever tant de forces à la production des choses nécessaires à la vie. Mais à mesure qu'avec l'invention des machines et les progrès de la chimie et autres sciences, la productivité du travail augmente, le nombre des bras disponibles s'accroît, et ces bras, laissés désoccupés, pourraient devenir gênants et dangereux. L'armée, la flotte et les travaux de tout genre exigés par la préparation à la guerre, tiennent lieu de déversoir.

Certes, on pourrait, même sous un régime capitaliste, imaginer un système plus rationnel, où tous pourraient faire servir leur travail à une production utile qui augmenterait le bien-être de tous, sans diminuer les jouissances des privilégiés. Mais capitalistes et gouvernants n'ont pas eu l'intelligence ou l'intention d'agir de la sorte, préférant avoir des soldats pour attaquer et se défendre. Et c'est ainsi qu'aujourd'hui les choses sont ce qu'elles sont : des intérêts colossaux se sont développés autour du militarisme, et si demain, par une hypothèse invraisemblable, les gouvernants voulaient sérieusement désarmer, ils provoqueraient une crise terrible, qui serait probablement la fin du régime. Ils s'en garderont bien !

Nulle espérance par conséquent que le militarisme meure de mort naturelle ; comme d'autre part il n'y a aucun espoir que le régime bourgeois tombe de lui-même.

Si le peuple veut être délivré de ce vampire homicide qu'on nomme militarisme, il doit travailler à cette délivrance en faisant de la propagande parmi les soldats et en se préparant à combattre contre les soldats qui restent inaccessibles à la propagande.

Si les ouvriers veulent se débarrasser du régime capitaliste, il faut qu'ils le tuent.

Morale et violence

Certes l'histoire est toute pleine de luttes et de massacres entre peuples, entre classes, entre familles, entre individus. Et autour de nous, où que nous portions nos regards, nous voyons luttes et massacres. Mais il est pourtant vrai que s'il n'y avait jamais eu que luttes et massacres, si la haine, la concurrence, la guerre avaient été les caractères exclusifs, ou seulement dominants, des rapports entre les hommes, l'humanité n'aurait pu se développer et progresser, il n'y aurait même pas à proprement parler d'humanité quand encore il existerait des animaux à l'apparence d'hommes de peu supérieurs ou de peu inférieurs aux mammi-

fères sauvages. Malgré les fleuves de sang répandu, malgré les innombrables souffrances et les humiliations infligées, malgré l'exploitation et la tyrannie aux dépens des plus faibles par infériorité personnelle ou sociale, malgré, en un mot, la lutte et toutes ses conséquences, ce qui prédomine réellement dans la société humaine, ce qui tout au moins en forme l'élément vital et progressif, c'est le sentiment de sympathie, le sens de commune humanité qui dans les conditions normales met à la lutte une limite que l'on ne peut outrepasser sans exciter une profonde répugnance et une générale réprobation. C'est la morale qui se constitue.

L'historien professionnel de la vieille école peut préférer comme thème de ses recherches et de ses récits les faits retentissants, les grands conflits entre peuples et entre classes, les guerres, les révolutions, les trames des diplomates et des conspirateurs, mais ce qui réellement importe le plus, ce sont les innombrables rapports quotidiens entre individus et entre groupes qui constituent la substance véritable de la vie sociale. Et à bien examiner ce qui se passe dans la vie profonde, intime, constante des masses humaines, l'on trouve bien la lutte pour l'acquétement des meilleures conditions d'existence, la soif de domination, la rivalité, l'envie et toutes les mauvaises passions qui dressent l'homme contre l'homme, mais on trouve aussi le travail fécond, l'appui mutuel, l'échange continu de services gratuits, l'affection, l'amitié, l'amour et tout ce qui rapproche et rend frères. Et les collectivités humaines progressent ou rétrogradent, vivent ou meurent selon que les actes de solidarité ou d'amour prédominent plus ou moins sur ceux de haine et de lutte. Quant à l'existence même d'une collectivité quelconque, elle serait impossible si les instincts sociaux que j'appellerai bonnes passions, ne prédominaient pas sur les passions mauvaises, sur les instincts basement égoïstes.

L'existence des sentiments d'affection et de sympathie entre les hommes et l'expérience et la conscience des avantages individuels et sociaux qui dérivent de la satisfaction de ces sentiments ont produit et produisent encore les idées de « justice », de « droit », de « morale » qui, parmi mille contradictions, hypocrisies et mensonges intéressés, constituent un but, un idéal vers lequel l'humanité chemine.

Cette « morale » est variable et relative. Elle change d'une époque à l'autre, de peuple à peuple, de classe à classe, d'individu à individu. Chacun l'adopte pour ses propres intérêts et ceux de sa famille, de sa classe, de son pays. Mais tout ce qui dans la « morale » officielle sert à défendre les privilèges et la violence des dominateurs mis à part, il reste toujours un résidu qui répond aux intérêts généraux et qui est conquête commune de toute l'humanité sans distinction de races ou de classes. Le fait seul que les privilégiés sentent le besoin de justifier leur position, résultat de la force brutale, par une espèce quelconque de force morale, est déjà un grand pas vers une morale supérieure ; c'est une preuve que le privilège ne se sent pas sûr de soi et qu'il est destiné à disparaître.

Et si la partie la meilleure du prolétariat combat contre les institutions bourgeoises, se sacrifie pour la cause et s'expose à toutes sortes de dangers, c'est précisément parce qu'elle est animée d'un idéal supérieur de justice humaine. Otez de l'âme des prolétaires le sentiment de la justice et incitez-les à user sans frein et sans scrupules de la violence parce que « ainsi font les bourgeois et les gouvernements » et vous pourrez bien faire des brigands, mais vous ne ferez pas des révolutionnaires ; vous pourrez, si des circonstances extraordinaires vous favorisent, substituer une classe à une autre, une nouvelle tyrannie et de nouveaux privilèges à ceux qui existent aujourd'hui, mais nous n'irons pas vers l'émancipation intégrale de l'humanité, vers la société d'être libres et fraternels pour laquelle nous combattons.

La violence n'est que trop nécessaire pour résister à la violence adverse et nous devons la prêcher et la préparer si nous ne voulons pas que les conditions actuelles d'esclavage déguisé où se trouve la grande majorité de l'humanité persistent et empirent. Mais elle contient en elle-même le péril de transformer la révolution en une mêlée brutale, sans lumière d'idéal et sans possibilité de résultats bienfaisants. C'est pourquoi il faut insister sur les buts moraux du mouvement et sur la nécessité, sur le devoir de contenir la violence dans les limites de la stricte nécessité.

Nous ne disons pas que la violence est bonne quand c'est nous qui l'employons et mauvaise quand les autres l'emploient contre nous. Nous disons que la violence est justifiable, est bonne, est morale, est un devoir quand elle est employée pour la défense de soi-même et des autres contre les prétentions des violents et

qu'elle est mauvaise, qu'elle est « immorale » si elle sert à violer la liberté d'autrui. Dans l'ardeur de la lutte et irrités par les intamies sanguinaires des gouvernants, beaucoup de révolutionnaires, dans l'usage des moyens nécessaires à l'action ou dans les instructions sur cet usage, ont malheureusement perdu la vision nette du but pour lequel nous combattons et au lieu de faire des révolutionnaires conscients, ils ont fait des hommes de violence.

Et ceci n'est pas la moindre des causes qui ont rendu possible le fascisme. Les fascistes ont commis des violences et des intamies sans nom. Ils ont montré une terreur, une absence de sens moral telles qu'en temps normal elles les auraient fait mettre au ban de la société civilisée. Tout honnête homme, indépendamment de ses opinions et de sa position sociale, sent de la répugnance pour certains délits et certains délinquants. Il fuira par exemple tout contact avec l'homme qui aura violé des enfants, frappé des femmes ou des invalides ; avec le mouchard qui pour de l'argent trahit ses propres camarades... à moins qu'il ne les aborde en médecin, qu'il ne les considère comme de pauvres fous, comme des malades méritant les soins dus aux grands disgraciés.

Les fascistes ont, à cent contre un, tué, frappé, tourmenté, insulté des femmes, des enfants, des hommes invalides et désarmés ; ils ont incendié, détruit des richesses qui étaient le fruit de lourds sacrifices de travailleurs ; ils ont réduit à un véritable esclavage des populations entières ; beaucoup d'entre eux ont trahi les partis auxquels ils appartenaient et se déchaineront contre leurs anciens compagnons — et malgré tout ceci et pis encore, ils sont considérés comme des hommes politiques, comme des combattants d'une cause avouable et beaucoup de gens honorés, qui certainement ne commettraient aucun de leurs délits, ne répugnent pas à leur serrer la main et à entretenir avec eux des rapports de bon voisinage.

On a beaucoup prêché la violence et peu la morale et le résultat naturel a été que, quand des violents pourvus de la force nécessaire et d'une audace suffisante se sont présentés, ils n'ont rencontré ni résistance matérielle, ni réprobation. C'est un fait d'expérience commune que celui qui use de violence est toujours le plus facile à soumettre à la violence s'il trouve plus fort que lui. Qui est capable de commettre une mauvaise action ne s'étonne pas et ne s'indigne pas qu'un autre la commette, il cherche plutôt s'il n'est pas possible de s'associer au bénéfice.

Est-ce que l'on n'entend pas des « subversifs » dire qu'il n'y a pas lieu de blâmer les fascistes parce que contre les bourgeois ils feraient s'ils le pouvaient pis que les fascistes contre les prolétaires ?

Si tels étaient les sentiments de la généralité, si bourgeois et prolétaires, si fascistes et subversifs étaient également privés de tout frein moral, ce serait à désespérer de l'humanité, ou plutôt il faudrait reporter toute espérance dans la bonne simple femme qui ne sait rien de la politique et souffre et pleure quand elle voit souffrir.

Nous ne sommes pas pacifistes parce que la paix est impossible si elle n'est voulue des deux partis.

Nous considérons que la violence est une nécessité et un devoir pour la défense, mais pour la seule défense. Naturellement il ne s'agit pas seulement de la défense contre l'attaque matérielle, directe, immédiate, mais contre toutes les institutions qui par la violence tiennent les hommes en esclavage.

Nous sommes contre le fascisme et nous voudrions qu'on les vainquit en opposant à ses violences de plus grandes violences. Et nous sommes avant tout contre le gouvernement qui est la violence permanente.

Mais notre violence doit être résistance d'hommes contre des brutes et non lutte féroce de bêtes contre des bêtes.

Toute la violence nécessaire pour vaincre, mais rien de plus ni de pis.

Pour la prochaine insurrection

Ces temps sont tristes pour nous. Notre travail de tant d'années semble détruit. Beaucoup de nos camarades languissent dans les prisons et dans les bagnes ou vont errants et désolés par les terres d'exil, tous nous sommes presque réduits à la complète impuissance.

Nous sommes des vaincus. Mais nous n'avons pas des âmes de vaincus. Ardente est toujours en nous la foi, forte la volonté, certaine l'espérance d'une inéluctable insurrection.

Notre défaite est de celles qui ont toujours temporairement arrêtés sur le pénible chemin du progrès ceux qui luttent pour l'élévation humaine. Ce n'est rien de plus qu'un épisode d'une longue guerre.

Il n'y a pas de raisons pour se décourager, mais il y en a de nombreuses pour se sentir profondément attristé.

Ce n'est pas le triomphe transitoire du fascisme qui nous attriste et nous étonne le plus. Nous l'avions prévu et nous l'attendions. Il y a trois ans, quand la révolution était possible et ne fut pas venue par qui avait les moyens de la faire, n'avons-nous pas répété aux masses en cent et cent réunions : Faites la révolution tout de suite ou autrement les bourgeois vous feront payer par des larmes de sang la peur que vous leur faites aujourd'hui. Et ce furent bien et ce sont bien encore des larmes de sang !

A ceux qui entravaient, renvoyaient et retenaient, assurant que le temps travaillait pour nous et que plus nous attendions, plus la victoire serait facile, nous disions que le contraire était vrai, que tout retard nous nuisait, que les masses se lasseraient d'attendre, que l'enthousiasme s'émousserait et que pendant ce temps l'Etat se ressaisirait et préparerait les armes défensives et offensives. Francesco Saverio Nitti que les fascistes ingrats vituperent à tort, organisait déjà la garde royale. On ne nous écouta pas... et vint le fascisme.

Maintenant, selon nous, le dommage politique et économique apporté par le fascisme a peu d'importance et peut même être un bien, en tant qu'il met à nu sans masque et sans hypocrisie la vraie nature de l'Etat et de la domination bourgeoise.

Pontiquement, le fascisme au pouvoir, avec des formes bestialement brutales et des façons risiblement théâtrales, ne fait au fond que ce que tous les gouvernements ont toujours fait : protéger les classes privilégiées et créer de nouveaux privilèges pour ses partisans. Il démontre même aux plus aveuglés qui voudraient croire à l'harmonie sociale et à la mission modératrice de l'Etat, comment l'origine véritable du pouvoir politique et son essentiel moyen d'exister est la violence brutale — « le saint gourdin ». Et il enseigne par là aux opprimés quelle est la voie pour s'émanciper et ne pas retomber sous de nouvelles oppressions : c'est d'empêcher qu'une classe, ou un parti, ou un homme puisse imposer aux autres par la force sa propre volonté.

Economiquement, sauf quelques petits déplacements de richesse propres à satisfaire les appétits des siens, le fascisme ne change rien à la situation. Du moment que restait en vigueur le régime capitaliste, c'est-à-dire le système de la production destinée non pas à satisfaire les besoins de tous, mais à assurer des profits aux détenteurs du capital, ce qui devait nécessairement venir, avec ou sans le fascisme, c'est la misère qui est venue et qui croît chaque jour. Il n'est pas possible qu'un pays puisse longtemps vivre en consommant plus qu'il ne produit ! Et les travailleurs apprendront que toutes les améliorations qu'ils peuvent conquérir dans des circonstances exceptionnellement favorables seront toujours quelque chose d'illusoire et d'éphémère, tant qu'ils n'auront pas pris eux-mêmes la direction de la production, en éliminant tous les profiteurs du travail d'autrui.

Le véritable grand mal que le fascisme a fait, ou dévoilé, c'est la bassesse morale dans laquelle on est tombé après la guerre et la surexcitation révolutionnaire de ces dernières années.

C'est incroyable le galvaudage qui a été fait de la liberté, de la vie, de la dignité d'êtres humains par d'autres êtres humains. Et c'est humiliant pour qui sent la commune humanité qui lie tous les hommes ensemble, bons ou mauvais, de penser que toutes les infamies commises n'ont pas produit dans la foule un mouvement d'indignation, de rébellion, d'horreur, de dégoût. C'est humiliant pour la nature humaine la possibilité de tant de férocité et de tant de lâcheté. C'est humiliant que des hommes qui sont arrivés au pouvoir seulement parce que, privés de tout scrupule moral, ils ont su cueillir le bon moment pour menacer une bourgeoisie tremblante, puissent trouver l'approbation, fût-ce même par une aberration passagère, d'un nombre de gens suffisant pour imposer à tout le pays leur propre tyrannie.

C'est pourquoi l'insurrection que nous attendons et invoquons doit être avant tout une insurrection morale : la nouvelle mise en valeur de la liberté et de la dignité humaine. Elle doit être la condamnation du fascisme, non seulement comme fait politique et économique, mais aussi et surtout comme phénomène de criminalité, comme l'éruption d'un bubon purulent, qui s'était formé et avait mûri dans le corps malade de l'organisme social.

Il se trouve encore parmi les prétendus subversifs, de ceux qui prétendent que les fascistes nous ont enseigné comment il faut faire et qui se proposent d'imiter et d'exacerber leurs méthodes.

C'est là le grand danger, le danger de demain, le danger qu'au fascisme déca-

dent par dissolution interne ou par des attaques de l'extérieur, ne succède une autre période de violences insensées, de vengeances stériles épuisant en de petits épisodes sanglants l'énergie qui serait à employer pour une transformation radicale de l'organisation sociale, transformation telle que des horreurs comme celles d'aujourd'hui soient rendues impossibles.

Les méthodes fascistes sont sans doute bonnes pour qui aspire à se faire tyran, elles ne le sont certainement pas pour qui veut faire œuvre de libérateur, pour qui veut concourir à élever tous les êtres humains à la dignité d'hommes libres et conscients.

Nous restons, comme nous l'avons toujours été, les partisans de la liberté, de toute la liberté.

Intérêt et idéal

Dans un de mes récents articles, parlant de l'impossibilité de concilier, en régime capitaliste, l'intérêt des particuliers avec l'idéal de justice pour tous, je concluais : « En somme, l'intérêt est toujours conservateur ; l'idéal seul est révolutionnaire. Et ce sont les hommes plaçant l'idéal au-dessus de l'intérêt qui peuvent déterminer et mener à bien la révolution. »

Et pour avoir dit cela, j'ai reçu des compliments auxquels je ne m'attendais pas.

Ces jours-ci, je suis tombé sur un homme dont j'avais autrefois fait connaissance superficiellement au hasard d'une rencontre. A peine m'aperçut-il qu'il me tendit la main, tout souriant, et m'exprima le grand plaisir qu'il avait à me voir en bonne santé.

Je m'aperçus qu'il portait un insigne fasciste et restai perplexe, il me tira tout de suite d'embaras en me disant :

« Vous voyez, je suis fasciste, mais je vous aime et je vous estime, et je serais révolutionnaire moi aussi, si tous les révolutionnaires vous ressemblaient. »

Et comme je le regardais étonné et ne savais trop que répondre, il continua chaleureusement :

« Oui, oui, j'ai lu vos articles sur la lutte économique et j'applaudis à vos conclusions. Il n'y a que l'idéal. La ruine de l'Italie est venue de ces cochons de socialistes qui ont enseigné aux travailleurs à ne penser qu'au ventre. Ils ont tourné en dérision et discrédité tout idéalisme et maintenant, pour quelques sous de salaire, les ouvriers causeraient la ruine de la patrie. Oui, vous avez raison, il faut réagir contre le matérialisme envahissant... »

Et il aurait continué qui sait jusqu'à quand, si je n'avais pas interposé une question ingénue :

« Avec le gourdin ? »

Mon homme s'arrêta, un peu déconcerté, et j'en profitai pour lui dire :

« S'il vous plaît, quelle est votre condition sociale ? »

« Je suis industriel, répondit-il, j'ai une grande fabrique, j'emploie un millier d'ouvriers. Ah ! si vous saviez quels gens ! Jamais contents, travaillant sans enthousiasme, sans amour... »

« Tandis que vous vous sacrifiez pour eux, interrompis-je, et parce qu'ils sont Italiens comme vous, et que vous savez bien que le meilleur moyen de faire l'Italie grande c'est d'élever moralement et matériellement les Italiens, vous renoncez aux profits possibles en leur faveur et en faveur de la collectivité. Ah ! si l'Italie avait beaucoup de capitalistes comme vous ! »

Le bonhomme comprit l'ironie et voulut discuter, mais je m'en débarrassai en lui disant :

« Ecoutez, mettez-moi si vous voulez parmi les matérialistes et les cochons, mais sachez que mon idéalisme n'a absolument rien de commun avec le vôtre. »

L'idéalisme dont je parle n'est certes pas l'idéalisme faux et menteur des bourgeois qui voudraient bien que les travailleurs aient le mépris du ventre, afin qu'eux-mêmes puissent engraisser tout à leur aise, et l'intérêt que je qualifie conservateur n'est pas l'intérêt supérieur de l'humanité, car il se confond avec l'idéal.

Je le répète, l'intérêt est conservateur et l'idéal est révolutionnaire. Mais cela ne veut pas dire que l'intérêt, même immédiat, même petit et personnel n'ait aucune valeur et que le révolutionnaire doive vivre seulement d'idéal.

Pour vouloir et pouvoir améliorer son sort, il faut exister ; pour progresser, il faut conserver et consolider les progrès déjà réalisés.

Et parce que souvent il y a contradiction et incompatibilité entre les intérêts immédiats, particuliers, matériels et l'intérêt futur, général, moral qui constitue ce que nous appelons l'idéal, le révolutionnaire, l'homme qui veut lutter contre

les maux sociaux, se trouve continuellement en présence du problème de concilier ce qui est nécessaire pour aujourd'hui avec ce qui est désirable demain, de déterminer comment et dans quelle mesure la satisfaction des besoins aide ou tout au moins n'entrave pas la réalisation aussi complète et rapide que possible de l'idéal auquel il aspire.

Et la solution de ce grave problème implique généralement un sacrifice plus ou moins grand du propre bien-être, de la propre tranquillité, de sorte que l'on peut dire qu'un homme est d'autant meilleur révolutionnaire qu'il est plus capable de sacrifice et qu'il est un révolutionnaire d'autant plus utile que son sacrifice est plus intelligemment fait.

Le sacrifice individuel peut aller jusqu'à la renonciation totale, jusqu'à la perte de la liberté et de la vie et nous avons alors les martyrs, phares lumineux sur le chemin de l'humanité.

Mais pour la collectivité, le sacrifice au delà d'un certain point n'est pas possible et ne serait pas désirable et utile.

Pour les masses, sacrifier le faible degré de bien-être auquel on peut être arrivé, renoncer sans luttés, volontairement, aux pauvres conquêtes faites au prix des sacrifices individuels et collectifs du passé, cela signifierait rétrocéder, retomber dans l'abrutissement, aller à l'encontre de l'idéal d'élevation humaine. Au contraire, la lutte pour la conquête de toutes les améliorations immédiatement réalisables sert à entretenir ou à créer des conditions favorables aux progrès ultérieurs, à faire naître de nouveaux désirs, de nouvelles prétentions, à préparer le grand soulèvement pour l'émancipation totale et définitive.

C'est pour cela que les révolutionnaires, et en particulier les anarchistes, qui pour nous sont seuls, vraiment et complètement révolutionnaires, doivent prendre une part active au mouvement ouvrier, être les premiers aux postes de combat et de péril, même s'il s'agit de combats et de périls pour de petites choses, ils doivent provoquer parmi les ouvriers des exigences toujours nouvelles et toujours plus grandes, et éviter cet état d'âme exalté, contemplatif, qui, en définitive, mène à l'inertie et à l'attente passive d'un paradis futur qui ne sera jamais atteint sinon par une voie semée d'obstacles et d'embûches.

Mais les anarchistes, eux, en concourant aux luttes actuelles ne doivent jamais oublier les intérêts supérieurs de l'avenir ; ils doivent toujours combattre contre la tendance à l'adaptation qui est dans la nature des masses, contre ces moyens de lutte qui signifient acceptation de l'état présent.

En conclusion : qu'ils soient dans les syndicats, oui, et dans les rangs les plus avancés, mais toujours pour la révolution et pour l'anarchie.

Législation sociale

Tout ce qu'on appelle législation sociale, toutes les mesures gouvernementales qui tendent à « protéger » le travail, à assurer au travailleur un minimum de bien-être et de sécurité, de même que tous les moyens employés par tous les capitalistes intelligents pour lier l'ouvrier à l'usine, tels que primes, pensions et autres avantages, quand ils ne sont pas un mensonge et un piège, sont un pas vers cet état servile qui menace l'émancipation des travailleurs et le progrès de l'humanité.

Salaires minimum établis par la loi, limitation légale de la journée de travail, arbitrage obligatoire, contrat collectif de travail ayant valeur juridique, personnalité juridique des associations ouvrières, mesures d'hygiène prescrites par le gouvernement, assurance par l'Etat contre les maladies, le chômage, les accidents de travail, pensions pour la vieillesse, participation aux bénéfices, etc., autant de mesures pour maintenir les prolétaires toujours prolétaires. Autant de mesures qui donnent aux travailleurs (quand elles le leur donnent) un peu plus de bien-être et de sécurité, mais les prive du peu de liberté qu'ils ont et tendent à perpétuer la division des hommes en patrons et serviteurs.

Certes c'est un bien, en attendant la révolution — et aussi pour la faciliter — que les travailleurs cherchent à gagner davantage, à travailler moins d'heures et en de meilleures conditions ; c'est un bien que les chômeurs ne meurent pas de faim, que les malades et les vieillards ne soient pas abandonnés. Mais, tout cela, et d'autres choses encore, les travailleurs peuvent et doivent l'obtenir d'eux-mêmes, par la lutte directe contre les patrons, au moyen de leurs organisations, par l'action individuelle et collective, et en développant dans chaque individu le sentiment de sa dignité personnelle et la conscience de ses droits.

Les bienfaits de l'Etat, les bienfaits des patrons sont des fruits vénéneux qui portent en eux une semence d'esclavage, il faut les repousser.

Pour la société bourgeoise...

Au Congrès Confédéral de Gènes, D'Aragona a dit :

« On nous objecte que collaborant nous aidons la société bourgeoise, mais je peux répondre que la bourgeoisie a encore force et énergie pour se créer à elle-même une vie nouvelle. Du reste, en travaillant pour la société bourgeoise, on ne travaille que pour le socialisme, et la réalité enseigne que c'est ou le capitalisme est le mieux établi ou le socialisme est le plus développé. »

Que la bourgeoisie ait force et énergie pour continuer à vivre, nous n'en doutons pas. Une classe qui est en possession de la plus grande partie de la richesse sociale, et qui au moyen de la richesse peut exploiter le travail matériel et intellectuel de tous, disposer du pouvoir politique, se renouveler et se rajourner en intéressant à ses privilèges et en absorbant ainsi la plupart des éléments qui peu à peu, par intelligence, les aptitudes, l'aiguillage, les circonstances favorables, émergent de la masse, une telle classe ne meurt pas facilement, elle ne meurt pas tant qu'elle n'est pas abattue par une force consciente et suffisante par le nombre et la valeur.

Mais comment de soi-disant socialistes peuvent-ils concilier la reconnaissance de cette vitalité, déplorée, espérons-le, de la société bourgeoise, avec le désir de collaborer avec elle et de la renforcer, alors que le but du socialisme est précisément de l'abattre et de lui substituer une société d'hommes librement solidaires ?

Essayons de comprendre. « Qui travaille pour la société bourgeoise, travaille pour le socialisme ». Mais alors à quoi sert D'Aragona ? A travailler pour la société bourgeoise, les bourgeois et leurs gouvernements y pourvoient, à moins que D'Aragona veuille dire que dans la lutte en faveur de la société bourgeoise, il fait ce que gendarmes et « fascistes » ne sauraient faire en réfrénant les travailleurs par la persuasion.

« Où le capitalisme est le mieux établi, le socialisme est le plus développé. » Mais en quel monde vit D'Aragona, ou plutôt en quel monde croit-il que nous vivions nous-mêmes ? L'Angleterre et les Etats-Unis sont les pays du plus grand développement capitaliste et ceux où le socialisme est le moins populaire et le moins étendu. L'Allemagne avant la guerre était un pays où le capitalisme dans son exubérante croissance s'acheminait vers les hauteurs qu'il n'avait pas encore atteintes ailleurs et son socialisme était ce colossal mensonge que les anarchistes dénonçaient depuis longtemps et que la guerre a dévoilé aux yeux de tous.

En vérité D'Aragona en vient pour les besoins de sa thèse à nous remâcher les vieilles erreurs marxistes : misère croissante, concentration croissante du capital, disparition des classes moyennes... substitution fatale de la gestion collective à la gestion privée, du socialisme au capitalisme.

Mais en réalité ou la misère n'augmente pas, ou quand elle augmente ne favorise pas le développement du socialisme et de l'esprit révolutionnaire ; le capital tantôt se concentre, tantôt passe en des mains plus nombreuses selon les vicissitudes économiques et politiques ; les classes moyennes loin de disparaître se développent et le passage du capitalisme au socialisme n'apparaît rien moins que fatal, même, à certains moments, il semblerait que le socialisme mourra avant d'avoir tué ou même seulement entamé le capitalisme.

La révolution russe avait fait oublier aux marxistes les vieux principes que le socialisme ne peut naître que du capitalisme arrivé à son développement maximum. Aujourd'hui la faillite de la révolution en Russie, qui résulte surtout de l'esprit despotique et centralisateur des marxistes, remet en honneur les vieux dogmes.

Mais la réalité reste ce qu'elle était. Le socialisme est une question de conscience et de volonté.

Si les travailleurs trouvaient intolérable leur état d'infériorité morale et matérielle, si les hommes de cœur se révoltaient contre un monde d'infamies et de souffrances nullement nécessaires, et si un nombre suffisant de personnes voulait réellement en finir, le socialisme serait. Autrement non.

Aider la société bourgeoise signifie... aider la bourgeoisie et éloigner le socialisme. Rien autre... à moins que l'on ne veuille calculer comme un bien pour le socialisme les avantages que peuvent en obtenir les socialistes renégats.



Camarades, fréquentez les réunions des groupes.

Fiasco de la Conférence d'Evian

Hélas ! comme nous le laissons précéder dans le dernier numéro de notre journal, la conférence sur les réfugiés politiques n'aura en rien apporté la moindre sécurité à ceux-ci. Longtemps encore les pauvres exilés sociaux pourront être traqués dans tous les pays, parce que « hors la loi ».

Néanmoins, nous voulons tirer certaines considérations de cette nouvelle parlotte, dans le but de ramener d'aucuns à la réalité, et d'autres au plus élémentaire principe de solidarité humaine.

UNE INTRIGUE JUIVE

Nous sommes suffisamment connu pour ne pas craindre le reproche d'antisémitisme. C'est ce qui nous permet de dire ce que nous pensons à l'égard de ceux qui ont orchestré la conférence d'Evian.

L'on pense généralement que le malheur commun rapproche les êtres, fond les classes, détruit les barrières des préjugés sociaux et des castes. Cela n'a guère été démontré lors des palabres d'Evian. Il est apparu que l'initiative du président Roosevelt avait surtout été prise pour répondre aux désirs des Juifs. Et au fur et à mesure de la discussion, l'élimination progressive des à-côté s'est effectuée, pour ne laisser voir qu'une chose : le problème juif.

Et quel problème ! Là aussi s'est fait une sélection. Des prolétaires juifs, il n'en était guère question, puisqu'ils ne possèdent pas de « moyens financiers ». En fin de compte, les seuls réfugiés politiques « intéressants » n'étaient que des capitalistes juifs, en butte aux exactions de cette autre mystique d'Hitler.

Ce qui semblait important, ce ne sont pas les milliers de pauvres hères qui traînent leur misère à travers le monde, à la recherche d'un coin pour reposer leur tête et leur cœur exténués ; ce ne sont pas ceux qui sont guettés par la hache du bourreau, la fusillade ou la balle dans la nuque.

Pour les intriguants d'Evian, il était seulement important que les capitalistes juifs sortis d'Allemagne puissent obtenir leurs capitaux ; et que ceux qui sont encore en Hitlerie puissent en échapper en emportant leur fortune.

Le sort des persécutés sociaux, ravalé au rôle d'une sale affaire, ça, c'est tout de même trop écœurant !

Vraiment, les Juifs ont commis là une erreur qu'ils ne pouvaient pas se permettre de faire dans la situation où ils se trouvent présentement.

Et nous regrettons que parmi les parias juifs, il n'y en ait pas un seul qui clame son dégoût à l'égard de ceux qui prétendent les représenter. Car, enfin, lorsque nos bourgeois commettent une canaillerie, nous ne nous gênons pas de les fustiger comme il sied, sans considération de leur nationalité ou religion.

LE RACISME EN ITALIE

A ce propos, relevons la nouvelle orientation politico-économique de Mussolini, adaptant sa conception du « racisme » à celle de Hitler.

Un simple fait divers, significatif : le grand chef des organisations patronales italiennes était M. Olivetti, juif notoire. Sans ce magnat patronal juif, Mussolini n'aurait jamais eu les moyens matériels d'arriver au pouvoir. Les affairistes juifs italiens se sont très bien assimilés au fascisme, et au cours de ces dernières années ont joué un rôle de premier plan dans l'activité économique et politique de l'Italie.

Or, avec l'avènement récent du racisme dans la péninsule, M. Olivetti et ses semblables viennent de choir dans le tombeau qu'ils avaient creusé pour les autres. Et c'est maintenant qu'ils font appel à la solidarité universelle pour qu'ils soient retirés de leur fange ! Ah ! non, nous n'acceptons pas. Des canailles vivantes restent des canailles après leur mort.

SOLIDARITE, UNE ET INDIVISIBLE

Nous le répétons, le problème des persécutés est intimement lié aux luttes sociales de notre époque. La « question juive » n'est qu'une incidence.

Chacun sait que dans une société anarchiste la tolérance régnerait, et que les persécutés seraient abolies, chacun ayant le droit d'être né dans un coin quelconque de la planète, et de croire ou de ne pas croire.

C'est pour avoir méconnu cette vérité essentielle qu'aujourd'hui nous assistons aux horreurs de la guerre, aux persécutations massives.

Nous rappelons, sans acrimonie, uniquement avec le désir de voir profiter des tragiques leçons des expériences historiques, qu'avant l'étouffement du peuple allemand, avant l'écrasement du peuple d'Autriche, les prolétaires aryens ou non, de ces pays, ont laissé étrangler le peuple italien. Pire que cela, nous avons vu plus haut que ce sont des di-

L'amère vérité

Nous trouvons dans Le Combat Syndicaliste ces lignes qui rendent aussi notre pensée :

Deux ans, deux longues années que nos amis d'Espagne luttent, les armes à la main, contre les brutes qui veulent les asservir. On ne songe pas sans douleur à ceux qui tomberont victimes de la barbarie franquiste, ou qui furent lâchement assassinés par les agents staliniens. Et l'on rougit de l'attitude adoptée par certains pacifistes, dont les folles élocutions facilitent sans aucun doute le triomphe des pires adversaires du peuple.

Londres doit se réjouir secrètement d'avoir Gandhi pour principal adversaire dans l'Inde ; Staline dormirait plus tranquille s'il n'avait que des tolstoïens pour ennemis ; à l'occasion des guerres d'Ethiopie et d'Espagne, Mussolini aura trouvé de précieux auxiliaires dans le camp pacifiste. Des préjugés d'origine religieuse, absolument stupides, leur font oublier qu'une mort brusque peut être préférable à un trépas qui se prolonge, durant de longues années, sous le fouet et les coups. Et leur respect de la vie ne les conduit point à se révolter contre l'existence meurtrière que le régime actuel impose, même en temps de paix à des millions de travailleurs. On peut vous tuer lentement mais sûrement dans les usines, dans les chantiers, dans les mines, ces pacifistes ne trouvent pas là matière à indignation ! Chez les fonctionnaires, chez les rentiers, chez les pisseurs de copie, une semblable attitude doit comporter une forte dose d'hypocrisie. Nous plaignons les individus assez naïfs pour croire qu'au XX^e siècle, on peut se borner à répondre par de belles phrases et de nobles périodes au tir des canons et des mitrailleuses. A notre époque, c'est une sottise de présenter la joue gauche au matamore insolent qui vous frappa sur la joue droite. Ce sera l'éternel honneur de nos amis d'Espagne, même s'ils succombaient finalement, d'avoir opposés la première digue sérieuse au flot de la tyrannie qui déferle en tempête sur l'Europe et le monde.

Si Franco avait pu vaincre au bout de quelques mois, comme le prophétisaient les feuilles à sa dévotion, nul doute qu'en France la situation serait encore pire, et que les pacifistes sincères seraient depuis longtemps dans des camps de concentration.

Le blocus à sens unique de Barcelone et de Madrid, blocus hypocritement baptisé non-intervention, se trouve à l'origine des principaux malheurs qui devaient fondre, au cours de la lutte, sur nos amis d'Espagne. Non seulement il favorisa Franco d'une façon formidable, mais c'est lui qui permit à Staline de développer son influence dans un pays où le communisme russe ne comptait presque pas de partisans. Devenu le seul fournisseur d'armes, par la faute de Paris et de Londres, le maître du Kremlin put imposer ses ukases et placer ses hommes de confiance aux postes de commandement. D'où les odieuses persécutations dont les libertaires furent l'objet, eux qui, malgré la carence des marxistes et des républicains, réussirent à faire échouer le plan primitif des conjurés. D'où les concessions que le gouvernement de Valence fit au capitalisme et à la finance internationale, sur l'ordre de Moscou qui désirait à cette époque plaire aux banquiers de Londres. C'est la néfaste influence stalinienne que l'on retrouve à l'origine des revers essayés par les républicains.

Parce que nous redoutions ce qui est survenu depuis, nous avons combattu dès l'origine le blocus inventé par le Foreign Office et le Quai d'Orsay. Mais, au lendemain du discours de Luna-Park, lorsque nous flagellions Blum et ses acolytes, rarissimes furent les journaux qui accueillirent nos protestations. Et trop de pacifistes firent chorus avec le chef S. F. I. O. dont l'aveuglement criminel aura causé la mort de milliers de victimes. A ce que j'écrivais alors je n'aurais pas un mot à changer aujourd'hui. Sans doute Blum et Eden semblent maintenant reconnaître, avec beaucoup de réticence, que la non-intervention fut une duperie. Ces changements d'attitude sont habituels aux politiciens lorsqu'ils ont quitté

les rangs patronaux et des financiers sémitiques qui ont fourni le lacet au renégat Mussolini.

Pour avoir manqué de solidarité, nous ressentons douloureusement les coups d'un adversaire fanatique et sanguinaire.

Pour que prenne fin le martyre de tous les persécutés sociaux, sans distinction, il faut cesser de tenter de s'esquiver en rampant, mais au contraire lutter côte à côte pour affronter face à face l'ennemi, faire cesser la chasse à l'homme, et reconquérir le droit à la vie pour tous.

Lucien TRONCHET

Georges Bernanos : LES GRANDS CIMETIÈRES SOUS LA LUNE. Plon.

Ce n'est pas tous les jours que l'on entend un bourgeois donner la voix et user de son talent pour clamer sa haine de l'injustice et son mépris des sicaïres du capitalisme. Et quel bourgeois ! royaliste, catholique, homme de droite s'il en fut, puisque son fils fut lieutenant des phalanges espagnoles.

Sans vouloir ni éblouir, ni convaincre, Bernanos a vécu pendant un an la terreur italo-franquiste en l'île Majorque. Pendant deux ans il s'est concentré. Aujourd'hui, il n'en peut plus. Son dégoût des hommes explose ; son mépris des classes moyennes éclate ; son écœurement en face de l'Eglise catholique déborde.

Et Bernanos parle. Quelle simplicité, quel accent de sincérité dans ce qu'il dit. Il s'en prend tout d'abord à la gent imbécile qui, par ses courtes vues, ses préjugés, ne voit pas que son incompréhension fait sombrer l'humanité dans la boue sanglante.

Et il dit :

C'est vrai que la colère des imbéciles emplit le monde. Vous pouvez rire si vous voulez, elle n'épargnera rien, ni personne, elle est incapable de pardon. Après quelques jours de fausse cordialité, de méfiance et d'ennui, les pauvres diables trouvent le moyen de satisfaire à la fois leur instinct grégaire et la sourde rancune qui les travaille. Ça vous embête de m'écouter parler si longtemps des imbéciles ? Eh, bien ! il m'en coûte, à moi, d'en parler. Mais il faut d'abord que je vous persuade d'une chose : c'est que vous n'aurez pas raison des imbéciles par le fer ou par le feu. Car, je le répète, ils n'ont inventé ni le fer, ni le feu, ni les gaz, mais ils utilisent parfaitement tout ce qui les dispense du seul effort dont ils sont réellement incapables, celui de penser par eux-mêmes. Ils aimeraient mieux tuer que penser ; voilà le malheur !

Et après cette description désabusée, mais combien juste, Bernanos fustige les gens des classes moyennes à la mentalité bornée ; écoutons-le :

On se demande pourquoi le moindre petit commerçant regardera comme un ennemi dangereux de la société, l'innocent pivolet qui vient de boire et murmure « Mort aux vaches », en passant près du sergent de ville. Mais le même patenté s'estimera solidaire de M. Rotschild, et, au fond, l'imbécile en est flatté.

Car en somme tout le problème est là. Si le monde était moins imbécile, si les classes moyennes étaient moins cupides, pour comprendre qu'elles ont tout à perdre du fascisme, il est certain que nous n'aurions plus à déplorer de massacres, qu'ils soient baptisés du nom de guerre civile, de Droit, de Liberté, ou d'Anti-fascisme.

Et Bernanos, faisant un effort pour se rapprocher de sa doctrine chrétienne, en vient à fustiger l'immonde imposture qu'est l'Eglise catholique, apostolique et romaine.

La sinistre crapule « que les convenances m'obligent toujours à nommer Son Excellence l'Evêque-archevêque de Palma » et son compère du Vatican sont maintes fois retournés sur le grill.

Les atrocités de la nouvelle Inquisition sont dénoncées avec virulence. Le livre « Les Grands cimetières sous la lune » est le cri sincère et ardent contre les injustices dont est actuellement victime le peuple d'Espagne. Il faut lire et faire lire cet ouvrage.

lu

SUISSES EXPULSES DE SUISSE

Dans un tract en faveur du nouveau Code pénal suisse, on pouvait lire :

Il est faux que le Code Pénal Suisse empêche les expulsions judiciaires des Condamnés indésirables. Basé sur les dispositions de l'article 45 de la Constitution fédérale, le Canton de Genève pourra toujours expulser administrativement et n'aura qu'à donner au pouvoir judiciaire, à côté de l'autorité administrative, le droit de prononcer les expulsions.

Pour nos lecteurs étrangers qui l'ignorent, disons que la Suisse avec ses 4 millions d'habitants est divisée en 25 petits Etats, et que le citoyen helvétique, condamné pour deux délits graves — les délits de presse, de grève, d'objection de conscience sont considérés tels — peut être expulsé de 24 de ces Etats et obligé à vivre dans son canton d'origine, dont parfois il ne connaît pas même la langue n'y étant pas né. Le Tribunal fédéral a établi cette jurisprudence qu'un délit est grave surtout dans la mesure où il porte atteinte à l'ordre public et que les délits appelés ailleurs politiques, sont précisément les délits les plus caractéristiques contre cet ordre.

le pouvoir ; aussi ne pouvons-nous avoir aucune espèce de confiance dans ces sinistres comédiens.

L. Bardedette

Il n'est jamais trop tard...

...pour reconnaître ses erreurs. C'est ce que vient de faire la Revue de l'Union Syndicale suisse.

Il y a quelques dizaines d'années, la lutte a été âpre entre le mouvement syndical que nous représentions et les réformistes.

Aujourd'hui, après les lamentables et sanglantes expériences de l'Allemagne et de l'Autriche, bien des yeux se sont ouverts. C'est Max Weber, secrétaire de l'U. S. S., qui écrit :

Pendant très longtemps, le mouvement ouvrier suisse, tout au moins en Suisse alémanique, a subi l'influence allemande. Les syndicats allemands ont servi de modèles à nos organisations naissantes. Parfois même, des collègues allemands ont été les animateurs de nos syndicats ; quelques-uns d'entre eux ont même été parmi les chefs le plus en vue du mouvement ouvrier suisse. Sur de nombreux points également ; la politique du parti socialiste suisse s'inspirait de l'exemple allemand. L'influence exercée par le pays voisin, ensuite de son importance d'abord — il est 15 fois plus grand que notre petite Suisse — puis de la communauté de langue, est très compréhensible. Toutefois, elle n'a pas laissé de présenter de graves inconvénients. Bien des choses ont été imitées qui étaient parfaitement étrangères à notre mentalité et à notre manière d'être, inassimilables ; il faut dire aussi que, parfois, elles ne s'adaptèrent même pas à l'Allemagne. Après la guerre, le mouvement ouvrier suisse a plutôt tourné ses regards vers l'Autriche. Là aussi nous avons admiré des méthodes et des réalisations qui ne pouvaient en aucun cas entrer en considération pour la Suisse, à moins de subir des modifications profondes.

Aujourd'hui, cette influence appartient définitivement au passé. Le mouvement ouvrier suisse, particulièrement en Suisse alémanique, est réduit à ses propres forces. Cette situation nous met dans l'obligation inéluctable de penser par nous-mêmes, d'utiliser et de faire fructifier les forces — toutes les forces — dont nous disposons. Et c'est bien ainsi.

Et nous savons que M. Weber n'est pas seul de cet avis. Beaucoup sont las de la centralisation bureaucratique à outrance de nos organisations syndicales.

Disons aussi que ce « tournant » a laissé un peu pantois nombre de petits dirigeants syndicaux, plus habitués à marcher au « pas de l'oie » qu'à réfléchir par eux-mêmes pour approfondir une doctrine. Au surplus, il ne faudrait pas qu'après être sorti de l'ornière de l'influence allemande, nous choyons dans le marécage capitaliste sous prétexte de « réalisme ».

Le mouvement syndical indépendant des partis politiques peut être un puissant moyen de transformation de structure économique. Espérons qu'il ne faudra pas encore trente ans pour comprendre cela.

A chacun son dû

Il suffit dans une réunion pour l'Espagne républicaine de faire allusion à la Russie pour déclencher les applaudissements. Il est peut-être utile d'établir une fois pour toutes ces faits irréfutables.

1. — La Russie s'est ralliée à la non-intervention franco-anglaise et a fini toujours par accepter entièrement les décisions du Comité de Londres.

2. — La Russie n'a fourni des armes à l'Espagne qu'avec trois mois de retard, attendant que la situation soit presque désespérée. En même temps elle ravitaillait en vivres et en carburants l'Italie, alliée de Franco.

3. — La Russie n'est intervenue en Espagne que pour y tuer la révolution. Par ses agents, elle a imposé, provoqué et exécuté le mouvement fratricide de mai 1937, frappant dans la C. N. T., la F. A. I. et le P. O. U. M. les forces prolétariennes les plus considérables de défense, résistance et attaque. Depuis lors, ce ne fut pour la République espagnole que toute une série noire de revers.

4. — La Russie par son attitude équivoque d'adhésion à la non-intervention, en même temps qu'elle fournissait un armement infini en qualité et en quantité à celui fourni par l'Allemagne et l'Italie à Franco, venait justifier la duplicité de Hitler et Mussolini.

Le soutien russe a trop coûté au peuple espagnol pour en faire un mérite à Staline. D'autre part, nous ne comprenons pas que ceux qui, à juste titre, se plaignent de la disparition de toute bonne foi dans les rapports internationaux, approuvent la Russie d'en avoir fourni un exemple de plus.

Combien plus digne la conduite du Mexique s'en tenant dès le début au droit international et l'affirmant hardiment à la face du monde entier ! Cardenas a rompu avec ce Chamberlain que Staline continue à appuyer dans ses infâmes manœuvres. Le dictateur russe ne peut pas même invoquer pour excuse, comme le pitoyable Blum, une opposition fasciste à l'intérieur.